Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Turquie: une plus grande place dans la nouvelle « carte énergétique » de l'Europe

Par Oleg Mitiaïev
Mondialisation.ca, 26 octobre 2009
Ria Novosti 23 octobre 2009

Région : L'Europe
Thème: Pétrole,Gaz de schiste, Énergie

Les premiers ministres de la Russie, de l'Italie et de la Turquie ont débattu le 22 octobre de la réalisation du projet de gazoduc South Stream. Tous les détails des négociations ne seront probablement pas connus des larges milieux de l'opinion publique. Mais leurs résultats laissent supposer que le gazoduc South Stream se dirigera vers la Turquie en contournant la Bulgarie.

Quelques jours avant ces négociations, le 20 octobre, le Danemark est devenu le premier pays à donner le feu vert à la construction d'un autre gazoduc – Nord Stream – dans ses eaux territoriales. La diversification des livraisons de gaz russe à l'Europe devient réalité.

Gazoduc South Stream

Rappelons que le projet de gazoduc South Stream prévoit les livraisons de gaz russe par le fond de la mer Noire en Europe du Sud. Ses principaux participants sont Gazprom russe et le consortium italien ENI. Après les négociations de Saint-Pétersbourg, le secteur de la mer Noire de South Stream se dirigera du littoral russe vers le littoral turc, et non pas bulgare, comme c'était prévu antérieurement. Ensuite, South Stream empruntera deux voies d'acheminement: à travers la Grèce par le fond de la mer Adriatique vers Italie et, par la Grèce, la Serbie et la Hongrie vers l'Autriche. La capacité maximale prévue du gazoduc est de 63 milliards de m3 par an. La première voie doit être mise en service avant la fin de 2015. Le montant des investissements dans le projet est évalué à 8-25 milliards d'euros.

Le premier ministre russe Vladimir Poutine et son homologue italien Silvio Berlusconi ont eu le 22 octobre une rencontre de travail à Saint-Pétersbourg et constaté la « dynamique positive » de la réalisation du projet de South Stream. Ils ont pu s'entretenir au sujet de ce gazoduc en duplex avec le premier ministre turc Recep Tayip Erdogan.

Quelques jours avant cet entretien des trois premiers ministres, le 19 octobre, à Milan, le ministre turc de l'Economie Taner Yildiz avait déclaré qu'il avait transmis au vice-premier ministre russe Igor Setchine en charge du complexe russe énergie-combustibles tous les documents nécessaires sur l'autorisation de la construction du gazoduc South Stream via le territoire de la Turquie.

Les Turcs le font non pas de façon désintéressée, mais en échange de la participation de la Russie à la construction du pipeline Samsum-Ceyhan entre le littoral de la mer Noire et celui de la Méditerranée de la Turquie.

C’est un revirement significatif de la politique énergétique russe de ces derniers temps.

Jusque-là, la Russie avait misé dans cette région sur la Bulgarie. C’est à son littoral que devait « arrimer » le secteur de la mer Noire du gazoduc South Stream. Par ailleurs, la Russie et la Bulgarie avaient mené des négociations prolongées sur la construction d’un pipeline partant de la ville bulgare de Bourgas vers la ville grecque d’Alexandroupolis, par lequel le pétrole russe serait acheminé en contournant les détroits turcs très obstrués du Bosphore et des Dardanelles.

Cependant, le nouveau gouvernement bulgare pro-occidental a décidé de revoir ses engagements pris dans le domaine énergétique. Il a adhéré au projet de gazoduc Nabucco, par lequel l’Europe doit être approvisionné e en gaz ne provenant pas de Russie. Les Bulgares ont exigé des droits supplémentaires dans le projet de gazoduc South Stream. Qui plus est, le gouvernement bulgare a de nouveau décidé de revoir les conditions de la construction du pipeline Bourgas-Alexandroup olis.

Dans ces conditions, pour ne par faire traîner les choses en longueur, la Russie a tourné le gazoduc South Stream vers la Turquie et soutenu la construction du pipeline Samsun-Ceyhan auquel participe également le consortium italien ENI. Cette décision russe a beaucoup réjoui la Turquie, car, rien ne peut alimenter Samsun-Ceyhan, sauf le pétrole russe. De son côté, la Russie a même promis à la Turquie de construire une raffinerie de pétrole à Ceyhan.

Bien entendu, c’est dommage que le pipeline russo-bulgare Bourgas-Alexandroup olis qui a été longtemps considéré comme un tube-fantôme ne puisse devenir réalité. Mais les lois de la politique énergétique sont sévères.

Le 20 octobre, la Russie a confirmé qu’elle ne se bornerait pas à diriger South Stream seulement vers la Turquie, la Grèce et l’ Italie. La deuxième ramification de ce gazoduc dans les Balkans sera également construite. Lors du sommet russo-serbe à Belgrade, le patron de Gazprom Alexeï Miller a annoncé la signature d’un protocole sur la construction du secteur serbe du gazoduc South Stream et de l’infrastructure nécessaire. La Serbie deviendra ainsi un important centre de transport de gaz dans les Balkans.

Gazoduc Nord Stream

Une autre nouvelle réjouissante pour les partisans de la diversification des livraisons de gaz russe à l’Europe est arrivée le 20 octobre. Le Danemark est devenu le premier pays à autoriser la construction du gazoduc Nord Stream dans ses eaux territoriales et dans sa zone économique exclusive.

Comme on le sait, le gazoduc Nord Stream reliera la Russie à l’Allemagne par le fond de la mer Baltique. Il est prévu de construire le premier tronçon d’un rendement de 27,5 milliards de m3 de gaz par an vers la fin de 2011, le deuxième tronçon d’un rendement analogue, en 2012. Le coût de ce projet est estimé à 7,4 milliards d’euros. Dans Nord Stream AG, opérateur du projet, le russe Gazprom détient 51% des actions, les allemands E.On et BASF détiennent 20% chacun et le néerlandais Gasunie, 9%. Le français GdF SUEZ peut rejoindre prochainement ce projet.

Il reste à obtenir les autorisations de la Russie, de l’Allemagne, de la Finlande et de la Suède pour la construction des secteurs sous-marins de Nord Stream. Le processus d’obtention des

autorisations dure déjà quatre ans.

L'opérateur du projet tient compte des intérêts de tous les pays intéressés. Il a changé deux fois l'itinéraire du gazoduc et renoncé à la station de compression et au câble en fibres optiques initialement prévus par le projet. Nord Stream AG espère recevoir les autorisations des quatre pays susmentionnés avant la fin de cette année.

La source originale de cet article est Ria Novosti
Copyright © Oleg Mitiaïev, Ria Novosti, 2009

Articles Par : Oleg Mitiaïev

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca